

A propos des relations de Josémaria Escrivá et Franco

Le fondateur de l'Opus Dei et le pouvoir civil

Le rapport au pouvoir de saint Josémaria Escrivá de Balaguer (1902-1975) doit être lu dans une double perspective :

— celle de sa condition de fondateur d'une institution composée en très grande majorité de laïcs catholiques, dont il respecte les choix, dans les seules limites de leur conformité aux principes évangéliques;

— celle de la conception qu'il se fait du rôle du prêtre (défenseur des droits de Dieu, n'ayant en vue que "le bien des âmes".) Ces deux perspectives éclairent son comportement face aux événements historiques qu'il a vécus.

1. Un fondateur respectueux de la liberté de ceux qui le suivent

Né à Barbastro (Aragon), le 9 janvier 1902, Josémaria Escrivá est entré au séminaire à l'âge de seize ans. Sa famille s'était alors installée depuis quatre ans à Logroño, après un revers de fortune.

Il dira avoir entendu un appel de Dieu à faire quelque chose pour lui, sans avoir pour autant, pendant onze ans, distingué précisément ce dont il s'agissait. C'est pour cela qu'il s'est fait prêtre. Le 2 octobre 1928, plus de trois ans après son ordination sacerdotale à Saragosse, et alors qu'il est chargé, à Madrid, de l'aumônerie d'une fondation charitable, il voit enfin clairement ce à quoi il est appelé : ouvrir une voie qui permettra à de nombreux catholiques de viser à la plénitude de la vie chrétienne

dans leur profession, dans leur vie de famille, et dans toutes les activités qui les mettent en relation avec les autres hommes. Exigeants dans leur vie de prière et sacramentelle, et aidés spirituellement par quelques prêtres, ils contribueront, tels le levain dans la pâte, à transformer les milieux où ils évolueront, en les imprégnant des valeurs évangéliques.

Escrivá réunit des étudiants, et à partir de février 1930 quelques jeunes femmes qui s'engagent dans la voie qu'il propose. Pour pouvoir mieux former et les encourager les hommes dans leur apostolat, le fondateur ouvre à Madrid un centre culturel en 1933, puis une résidence en 1934. Les circonstances sont on ne peut plus défavorables : lois anticléricales de la jeune République de 1931, mesures vexatoires prises contre les religieux, affrontements dans les rues, etc. Mais le fondateur n'en a cure. En juillet 1936, au moment même où éclate la guerre civile, il est sur le point d'ouvrir à Valence et à Paris des résidences semblables à celle de Madrid.

Ouvert à tous et respectueux de leur liberté, don Josémaría s'impose une totale réserve sur la situation politique. Les engagements des jeunes qui l'entourent sont d'ailleurs très divers, voire antagonistes : nationalistes et monarchistes de plus en plus opposés au gouvernement légal, mais aussi catholiques basques, attachés à la République et à leurs libertés régionales.

“Le Père” ne fait aucune allusion à leurs choix, mais leur demande en revanche de ne pas parler de politique dans la résidence où ils ne viennent que pour se former chrétiennement. En effet, le type d'apostolat qu'il entend promouvoir n'est pas le fruit d'une réaction aux événements. L'Opus Dei — c'est ainsi qu'il l'appellera au bout d'un certain temps —, n'a pas été imaginé par un homme “pour résoudre la situation lamentable de l'Église en Espagne depuis 1931, leur dit-il. (...) Nous ne sommes pas une organisation née des circonstances (...) Nous ne venons pas répondre à un besoin particulier d'un pays ou d'une époque déterminée ; le Seigneur veut que son œuvre

soit, dès le premier instant, radicalement universelle, catholique”(1). Le lien qui les unit “est de nature exclusivement spirituelle... Ce qui exclut toute idée ou toute visée politique ou de parti”(2).

L’enjeu se suffit d’ailleurs largement à soi-même, puisqu’il s’agit d’appeler les chrétiens courants à se sanctifier dans le monde, en prenant au sérieux l’appel évangélique : “Soyez parfaits comme votre Père céleste est parfait”. Mais rappeler l’enseignement de l’Église et inviter les chrétiens à agir en cohérence avec leur foi, a nécessairement, à terme, des conséquences sociales considérables. C’est à partir d’une meilleure formation religieuse des catholiques, d’un renouveau de leur ferveur spirituelle et d’une plus grande capacité d’initiative de leur part à tous les niveaux que la société pourra se réformer en profondeur. Renouveau spirituel, et non mot d’ordre visant à “refaire la chrétienté”, si toutefois l’on entend cette expression dans un sens immédiatement politique. Il s’agit d’un appel à transformer le monde de l’intérieur, à toutes les époques, dans tous les pays, en visant toutes les classes sociales (tous les métiers, “toutes les activités nobles” des hommes sont appelées à être sanctifiées) : “Nous devons toujours être face à la multitude, car il n’est pas de créature humaine que nous n’aimions, que nous ne nous efforcions d’aider et de comprendre. Toutes nous intéressent, car toutes ont une âme à sauver...(3)” (le mot “âme” revient souvent sous sa plume, dénotant la visée strictement spirituelle et apostolique de sa démarche.)

Que ce soit pendant la guerre civile, ou à partir de 1939 en Espagne, puis dans les 31 pays du monde où il étend ce type d’apostolat de son vivant, le fondateur maintient cette règle de conduite : un “dénominateur commun” (la foi chrétienne, l’enseignement de l’Église, une spiritualité et des modes apostoliques spécifiques), et des “numérateurs” (opinions et choix personnels) extrêmement variés. Ce refus du cléricalisme s’accorde parfaitement à la condition séculière qui est celle des membres de l’Opus Dei, “citoyens des deux cités”, fidèles

courants, jouissant des mêmes droits et des mêmes devoirs que leurs concitoyens.

Dans les documents qu'il fait approuver par le Saint-Siège en 1947(4), le fondateur fera acter l'obligation qui s'impose aux directeurs de l'Opus Dei de s'abstenir de toute intervention dans les domaines qui relèvent du libre choix des membres. On la retrouvera dans les statuts définitifs de 1982, sanctionnés à l'occasion de l'érection de l'Opus Dei en prélatrice personnelle par Jean-Paul II(5). De fait, chaque fois que le problème sera soulevé publiquement, la liberté absolue d'opinion et d'engagement de chacun sera réaffirmée, tant par les intéressés, qui préciseront très clairement qu'ils agissent en leur nom personnel, non en celui de l'institution à laquelle ils appartiennent, que par les responsables de l'Opus Dei dans le pays concerné(6).

Le cas s'est présenté pour la première fois en 1957 en Espagne, quand deux membres de l'Opus Dei (Alberto Ullastres et Mariano Navarro Rubio) ont été nommés ministres. Ne sachant à quelle tendance les rattacher, la presse internationale eut vite fait de les qualifier de "technocrates", et bientôt de "technocrates de l'Opus Dei" (appellation faussement précise, qui englobait arbitrairement quelques membres de l'Opus Dei et d'autres qui n'avaient de commun avec les premiers que leur appartenance aux mêmes gouvernements et leur caractère inclassable par rapport aux hommes politiques connus, que l'on identifiait à la Phalange, à l'Armée, aux monarchistes dynastiques et carlistes, aux "démocrates chrétiens" issus de l'Action catholique ou de l'Association Nationale des Propagandistes). En 1962 Gregorio López Bravo entre au gouvernement. Dans le gouvernement de 1965, les noms d'Ullastres et de Navarro Rubio disparaissent, tandis que sont nommés ministres quatre membres de l'Opus Dei, Gregorio López Bravo, Juan José Espinosa, Laureano López Rodó et Faustino García Monco. Il n'y a plus que trois membres de l'Opus Dei en 1969 (López Bravo, López Rodó et Vicente Mortes), un en 1973 (López Bravo) et un en 1975 (Fernando Herrero

Tejedor). Soit au total 8 ministres appartenant à l'Opus Dei, dans des gouvernements différents pour certains, sur les 129 hommes qui furent nommés ministres par Franco entre le 3 octobre 1936 et 1975.

Les raisons d'un scepticisme

On a souvent mis en doute le degré d'autonomie des quelques membres de l'Opus Dei qui avaient eu des responsabilités ministérielles, oubliant du même coup ceux qui s'opposaient frontalement au régime à la même époque. Dans des histoires d'Espagne ou dans des encyclopédies il n'est pas rare de trouver les noms des ministres en question affublés de la qualification "Opus Dei", quand il ne s'agit pas d'équipes ministérielles entières. Ainsi celle de 1965 dont certains parlent encore aujourd'hui comme d'un "gouvernement monocole", autrement dit composé exclusivement ou majoritairement de membres de l'Opus Dei, alors qu'il n'y en avait que quatre, sur 19...

Les circonstances de la fin du franquisme ont pu favoriser ce type de catégorisation. L'appartenance d'hommes politiques à l'Opus Dei sera à peine évoquée plus tard, dans des pays comme le Venezuela, le Chili, et récemment le Royaume-Uni, avec une ministre du gouvernement Blair, Ruth Kelly, pour ne pas parler de l'Italie, avec une sénatrice élue sous l'étiquette "centre-gauche" de L'Olivier au printemps 2006 et élue députée en avril 2008(7). On a fini par ne plus s'étonner que quelqu'un affirme ne trouver dans l'Opus Dei qu'un soutien dans sa vie chrétienne, et n'agir qu'en son nom propre dans la vie publique.

C'est parce que le premier développement de l'Opus Dei a eu pour cadre historique les premières années du franquisme qu'il demeure coloré par cette période aux yeux de beaucoup, et dans un sens péjoratif. Non seulement le franquisme apparaît comme une survivance autoritaire dans un après-guerre à prévalence démocratique dans le monde occidental, mais il est

envisagé à travers le prisme d'une vision romantique de la guerre d'Espagne qui s'est imposée à la faveur des écrits d'Hemingway, Malraux, Koestler, Orwell, Mauriac, Bernanos, Journet, Madaule, Maritain, Simone Weil..., en face desquels les très typés Maurras, Brasillach, Jacques Chevalier ne font guère le poids dans l'opinion. Le schéma, non dénué de fondement, mais simplificateur "démocraties contre fascisme", en occultant la persécution religieuse dont furent victimes les catholiques espagnols sous la République, ne permet pas de comprendre que ceux-ci avaient conscience de lutter pour défendre leurs droits élémentaires à la liberté de conscience et au culte public. Seul Claudel, avec son poème "Aux martyrs espagnols"(8), et quelques collaborateurs de l'hebdomadaire catholique de gauche "Temps présent"(9) s'en soucieront, en s'en tenant au plan strictement religieux.

Pourtant on verra plus loin ce que l'assimilation paresseuse de l'Opus Dei au franquisme recèle de paradoxal si l'on observe de plus près l'histoire de l'institution à l'époque.

Cela dit, le contexte espagnol n'explique pas tout, et il faut s'interroger sur les autres raisons d'une telle distorsion entre les principes proclamés et vécus par le fondateur et l'interprétation de certains événements politiques qui a été faite. Ces raisons peuvent tenir à :

— une confusion de l'engagement dans l'Opus Dei avec celui des religieux, induisant à penser que l'obéissance des membres à leurs accompagnateurs spirituels déborde le domaine de la vie intérieure et de l'apostolat, pour atteindre ceux des options professionnelles et politique ;

— la rémanence d'a priori historiques qui affectent la grille de lecture des événements contemporains : congrégations ou institutions secrètes, supposées agir, ou agissant réellement dans l'ombre (la Compagnie du Saint Sacrement, la Congrégation, La Sapinière, etc.) ;

— une tendance à expliquer tout phénomène nouveau et l'idée que "l'on nous cache quelque chose", depuis qu'un certain nombre de légendes créées au XIX^e siècle, notamment par Eugène Sue (celle du juif errant, du jésuite comploteur, etc) portent à voir partout « le complot » ;

— l'apparition, à certaines époques, de regroupements de catholiques à des fins politiques, parfois encouragés par une hiérarchie qui est persuadée que les fidèles doivent "aller au monde" ensemble, pour plus d'efficacité, sous la direction de leurs pasteurs ;

— la présence de quelques instituts secrets ou d'origine secrète parmi les instituts séculiers (statut qui fut celui de l'Opus Dei entre 1947 et 1982)(10).

Ces grilles de lecture, d'ailleurs cumulables, ont affecté la perception que l'on peut avoir d'une institution nouvelle, composée de laïcs bien formés, ayant le souci de l'évangélisation, répartis dans tous les secteurs de la société, mais sans "mandat" de la hiérarchie, usant avec naturel et sans complexe de leur liberté d'action dans les questions relevant de leur libre choix de citoyens. La polémique et l'ignorance ont fait le reste.

Un facteur déclenchant paradoxal

C'est pourtant dans le contexte conservateur du franquisme qu'au tout début des années quarante, en Espagne, une première campagne de dénigrement a été menée contre l'Opus Dei. Or on y trouve déjà presque toutes les composantes des accusations qui se sont succédées depuis lors : secret, conquête du pouvoir par les élites, entraide mutuelle, dérive sectaire... Dans l'Espagne cléricale des années 40 (vingt-cinq ans avant Vatican II), l'insistance d'Escrivá sur l'appel à la sainteté de personnes vivant dans le monde, et sur le rôle des laïcs dans l'évangélisation apparaissent comme d'inquiétantes nouveautés.

Une véritable campagne se déclenche contre l'Opus Dei à Madrid, puis à Barcelone : insinuations critiques, rumeurs, dégénérant en accusations formelles : la prédication d'Escriva serait hérétique, et les engagements qu'il fait prendre à des jeunes contradictoires avec toute une tradition de l'Église qui voudrait que la recherche de la perfection chrétienne soit l'apanage de l'état religieux.

On peut, à soixante ans de distance, déterminer les causes historiques aggravantes d'une telle campagne, qui a peut-être favorisé les interprétations citées plus haut :

— la perplexité devant une institution nouvelle, qui n'a pas encore beaucoup de visibilité, peu de membres et pas de statut canonique ;

— une suspicion vis-à-vis de tout ce qui ne se rattache pas à la restauration nationale catholique en cours dans l'Espagne franquiste, où l'on peut facilement être accusé d'être un mauvais patriote si on ne collabore pas officiellement et institutionnellement avec le régime ;

— un esprit de compétition aigu entre les candidats, au moment où s'ouvrent les concours pour les chaires universitaires, et collusion paradoxale, dans leur opposition aux candidats membres de l'Opus Dei, entre franquistes et professeurs libéraux demeurés dans l'Université après 1939, et encore attachés à la très laïque Institución Libre de Enseñanza créée au début du siècle. C'est à cette occasion-là que l'on entend parler de l'Opus Dei pour la première fois. Plusieurs jeunes professeurs n'obtiendront pas de poste, en raison de leur appartenance à l'institution. D'autres sont barrés dans leur carrière diplomatique(11) ;

— obsession du “complot maçonnique” dans l'Espagne franquiste: le fondateur est traduit devant le tribunal de répression de la franc-maçonnerie (les accusateurs sont phalangistes) ; il est jugé, et relaxé, pour être bientôt

dénoncé au Saint-Office, à Rome, au motif qu'il serait hérétique de proposer l'idéal de la sainteté aux laïcs.

Cette campagne contre l'Opus Dei aura pour effet d'anticiper son approbation par l'évêque de Madrid, Mgr Leopoldo Eijo y Garay (1941), et le Saint-Siège (en 1947 et 1950).

Si les membres de l'Opus Dei ayant un rôle public ne parviennent pas à convaincre l'opinion qu'ils ne font qu'exercer leurs droits de citoyens sans qu'il y ait de plan préétabli entre eux. L'Opus Dei, lui, continue de se développer en dépit des malentendus. Ses apostolats s'étendent aux cinq continents, selon leur logique propre : accompagnement spirituel, formation doctrinale, apostolat personnel dans tous les milieux, initiatives sociales et éducatives (résidences universitaires, écoles, universités, dispensaires...), et bien loin des querelles espagnoles. À la mort du fondateur, en 1975, l'Opus Dei compte 60.000 sur les cinq continents.

2 Les relations personnelles du fondateur avec les pouvoirs établis

Josémaría Escrivá évoquera, avec une douloureuse ironie, la publicité involontaire qui a été faite à "l'Œuvre" par les différentes vagues de calomnies : "on nous a projetés dans le monde à coups de pied", dira-t-il.

En toutes circonstances, et quel que soit le régime en place, Escrivá se comporte en prêtre et en fondateur.

C'est ainsi qu'il s'est efforcé de vivre dans la période de plus en plus dramatique de la Deuxième République espagnole, de sa création en 1931 à sa chute, au terme d'une guerre civile implacable. L'Opus Dei n'était pas né de ces circonstances, il ne devait pas changer de nature en fonction d'elles.

Le fondateur et ceux qui l'entourent n'infléchirent pas leur ligne de conduite, ni au temps de la persécution

anti-catholique croissante, ni lorsqu'un régime autoritaire favorisant l'Église succédera à la République en 1939.

À noter que, le 11 décembre 1934, il sera nommé recteur de la Fondation royale Santa Isabel par le président de la République de l'époque, Niceto Alcalá Zamora, qui a hérité de la tutelle de celle-ci puisqu'il n'y a plus de roi.

La guerre civile

Dès le lendemain de l'insurrection militaire, le 19 juillet 1936, Josémaría Escrivá doit se cacher de maison en maison(12). Le 14 août 1936, après les incendies d'églises et le début d'une chasse aux prêtres, Pie XI déclare : "On dirait qu'un plan satanique a ravivé dans l'Espagne voisine, de façon encore plus vive, cette flamme de haine et de persécution ouvertement déclarée et qui semble dirigée vers l'Église et la religion catholique(13)."

Josémaría se réfugiera dans une clinique psychiatrique, puis dans la légation du Honduras à Madrid. Avec ceux qui l'on rejoint, il ne s'associe pas aux manifestations de joie des autres reclus à l'annonce des victoires des Nationaux. On l'entend murmurer : "C'est horrible, c'est une tragédie!(14)" Il prie intensément et offre des pénitences très dures pour obtenir le retour de la paix. Alors que l'avenir de l'apostolat qu'il a commencé à développer est fortement compromis, il parsème sa correspondance de "Don Manuel (Dieu) en sait plus long". Contre toute évidence, il demeure résolument confiant en l'avenir : "Grâce à don Manuel, écrit-il, en lange codé, aux membres de l'Opus Dei restés à Valence, le 25 août 1937, nous ne pouvons pas douter du succès de l'affaire que dirige notre famille (l'Opus Dei) (...) Bien sûr, il y aura des contretemps, mais les hommes grandissent devant les obstacles. Allons, allons! Dieu et audace, n'est-ce pas ? Eh bien, vivons à tout instant, dans l'assurance du succès" Il recommande aux premiers qui le suivent alors de poursuivre "l'affaire familiale", pour le cas où lui-même serait amené à "laisser filer la corde"(15).

Aucun commentaire politique dans ses écrits de l'époque. La fin de sa fondation étant surnaturelle, celle-ci se développera, quels que soient les obstacles. Il cite le verset d'un psaume, "Les eaux passeront à travers les montagnes" (Ps 103, 10). Le 31 mai 1943, il écrira : "Jamais, ni avant ni après 1936, je ne suis intervenu directement ni indirectement en politique : si j'ai dû me cacher, traqué comme un criminel, ce n'est que pour confesser ma foi, même si le Seigneur ne m'a pas jugé digne de la palme du martyr"(16).

Étant parvenu à sortir de la Légation du Honduras en août 1937, il arpente Madrid en civil, portant le Saint-Sacrement dans un étui à cigarettes. La persécution semble alors faiblir, grâce sans doute au grand retentissement qu'a eue dans la presse internationale une lettre collective des évêques espagnols, mais elle est plus sournoise, et le culte demeure clandestin.

Passé en zone nationale en décembre 1937, après avoir franchi dans de dures conditions les Pyrénées catalanes et l'Andorre, le fondateur renoue, à partir de Burgos, avec les étudiants qu'il accompagnait dans leur vie spirituelle avant la guerre. Il écrit Camino (Chemin), un recueil d'avis spirituels, destiné au grand public, où l'on ne trouve que deux allusions à la guerre, d'ordre purement ascétique : la purification imposée par l'épreuve et l'appel à se donner pour de bon. Escrivá ne parle que de prière, de vie eucharistique, de piété mariale, d'abandon à la volonté de Dieu, de lutte intérieure, d'esprit d'enfance, d'amour de l'Église, etc. Il prône la compréhension mutuelle, la largeur de vue, appelle à un apostolat laïc à l'échelle de l'univers... On est loin du nationalisme ambiant.

Ses écrits intimes et ses lettres révèlent une intense souffrance physique, et surtout morale, qui le pousse à réparer par la prière et la pénitence pour cette lutte fratricide.

Il décline la proposition qui lui a été faite de devenir assesseur juridique militaire au Service des Affaires ecclésiastiques. Cela lui aurait permis de rendre plus facilement visite aux siens sur les différents fronts, mais au prix d'être mêlé d'une certaine manière au combat.

“Comme j'ai hâte que cette guerre finisse !”, écrit-il à quelqu'un qui est au front. “Nous pourrions alors en commencer une autre, plus dure encore, peut-être, mais bien à nous. Et je crois qu'il nous faudra peut-être vivre des années de terribles restrictions. Qu'importe : si nous portons aussi au maximum nos efforts, le Seigneur nous tirera d'affaire avant, davantage et mieux que nous ne pourrions l'espérer(17).”

Escrivá projette de fonder, dès la fin des combats, une nouvelle résidence, où viendront se former des étudiants. À partir de là l'Opus Dei prendra corps, en Espagne, puis dans d'autres pays.

“Prière, prière et prière, écrit-il, c'est là la meilleure artillerie(18)” ; “Le mot qui doit être la caractéristique de votre état d'esprit pour la reprise des activités ordinaires d'apostolat, c'est Optimisme. Il est vrai que la révolution communiste a détruit notre foyer et dispersé les moyens matériels que nous avons réunis, au prix de tant d'efforts. Il est vrai également que notre entreprise surnaturelle a subi, en apparence, la paralysie de ces années de guerre. Et que la guerre a été pour certains de nos frères l'occasion de se perdre... À tout cela je vous réponds que, si nous ne nous écartons pas du chemin, les moyens matériels ne seront jamais un problème que nous ne puissions résoudre facilement, par notre propre effort ; que cette œuvre bouge, vit, a des activités fécondes, comme le blé qu'on a semé germe sous la terre gelée(19).” Dès la fin de la guerre, le 28 mars 1939, le fondateur de l'Opus Dei regagne la capitale. Il exhorte les membres de l'Opus Dei “à pardonner, à oublier les torts et les souffrances subis, à éviter de ranger les Espagnols en

“rouges” ou “non rouges”, et à reprendre aussitôt leur apostolat parmi les étudiants.

L’expansion de l’Opus Dei va commencer.

La distance vis-à-vis du national-catholicisme espagnol de l’après-guerre

L’encyclique *Mit brennender Sorge*, de Pie XI du 14 mars 1937, qui condamnait clairement le nazisme, n’avait été publiée en Espagne qu’en 1938, et partiellement(20). Mais, dès qu’il avait pu se la procurer, Josémaría Escrivá s’était fait un devoir de la diffuser, voyant ses compatriotes plus sensibles au danger communiste qu’aux perversions du régime nazi, qui aidait alors le camp franquiste.

Après la guerre civile, Josémaría Escrivá continue d’éclairer les consciences sur les dangers du nazisme.

Le 16 avril 1939, Pie XII, le nouveau pape, avait exhorté “les dirigeants et les pasteurs de la Catholique Espagne à éclairer l’esprit de ceux qui s’étaient laissés abuser(21), en leur montrant avec amour les racines matérialistes et laïcistes d’où procédaient leurs erreurs et leurs malheurs”. Prenant au mot une déclaration de Franco, le pontife ajoutait : “Et nous ne doutons pas que tous ceux qui, comme des enfants prodiges, cherchent à regagner la maison du Père, seront accueillis avec bienveillance et amour. C’est à vous, vénérables frères, qu’il revient de conseiller les uns et les autres afin que tous, dans leur politique de pacification, suivent les principes inculqués par l’Église ; et proclamés avec tant de noblesse par le Généralissime : justice à l’égard du crime et bienveillante générosité à l’égard de ceux qui se sont laissés abuser”. Il y aura malgré tout au moins 28.000 exécutions “pour violences politiques” entre 1939 et 1945, et de nombreux Espagnols croupiront en prison durant des années.

Le soutien de la hiérarchie

Quand le fondateur de l'Opus Dei est l'objet d'une campagne de diffamation, à partir de 1940, l'évêque de Madrid, mgr Eijo y Garay, le soutient avec beaucoup de fermeté. Il accorde à l'Opus Dei un statut de Pieuse Union en 1941. Il presse don Josémaría de prendre en charge un cours de déontologie de la presse dans l'embryon d'école de journalisme qui se monte à Madrid en 1940 et d'entrer au Conseil National de l'Éducation, créé en 1941. En fait l'abbé Escrivá n'enseignera que pendant un an. Quant au Conseil, il en démissionnera rapidement.

Plus tard, il laissera clairement entendre que s'il s'est établi à Rome en 1947, ce n'était pas seulement pour rester près du siège de Pierre, après l'approbation pontificale de l'Opus Dei, mais aussi pour se tenir à l'écart des intrigues politiques, des pressions ou des interprétations que sa présence à Madrid aurait pu susciter(22).

Escrivá et le régime issu de la guerre civile

En tant que prêtre, Josémaría Escrivá estimait ne pas avoir la moindre compétence pour s'exprimer sur le régime autoritaire mis en place à la faveur de la guerre civile. Pour lui, c'était à la hiérarchie espagnole de se prononcer. Or celle-ci ne s'aventurera jamais sur ce terrain, bien au contraire, se contentant de combattre les dérives idéologiques ambiantes par un magistère d'influence, qui ne sera d'ailleurs pas toujours bien admis. Même quand, dans les années 70, les évêques prendront plus de distance par rapport au régime, ils n'iront jamais jusqu'à interdire aux catholiques de collaborer avec lui.

Lorsque, à partir de 1957, quelques membres de l'Opus Dei acceptent des responsabilités ministérielles dans la dernière période du franquisme, Escrivá respecte leurs engagements, tout comme il respecte ceux d'autres membres de l'Opus Dei qui, aux mêmes moments, s'opposeront au régime, et qui en subiront parfois

durement les conséquences. Mais il n'admettra jamais que l'Opus Dei soit utilisé ou présenté, à cette époque ou dans l'avenir, comme un réservoir politique ou un groupe de réflexion, ni comme un lobby(23).

En 1966, il publiera même une lettre ouverte(24) au Secrétaire général de la Phalange, José Solís, qu'il juge responsable d'avoir laissé publier dans un journal du "Mouvement" que les membres de l'Opus Dei qui avaient occupé ou occupaient des postes ministériels, ne pouvaient qu'avoir été soutenus par une "structure totalitaire" (accusation paradoxale de la part d'un Phalangiste!). Le fondateur lui demande très sèchement de faire cesser la campagne de la presse officielle contre l'Opus Dei.

Le jugement du fondateur sur les rapports qui se sont établis entre l'État et l'Église est strictement sacerdotal. Il estime que la paix retrouvée, et les mesures en faveur de l'Église prises par le nouveau régime ne donnent pas aux partisans de celui-ci le droit de monopoliser la représentation des catholiques dans la vie publique, non plus d'ailleurs qu'à certains catholiques de se servir du pouvoir comme d'un bras séculier, en donnant ainsi dans les pires travers cléricaux. Il trouve également abusif de peindre sur la façade des cathédrales l'écusson de la Phalange, avec la devise : "Tombés pour Dieu et pour l'Espagne". Et il se refusera toujours à faire le salut fasciste pendant l'exécution des hymnes nationaux(25). En juin 1964, voyant qu'à la Curie romaine on semblait s'émouvoir des commentaires de presse qui attribuaient à l'Opus Dei un rôle politique, le fondateur écrivit une longue lettre à Paul VI(26). Il y brossait un tableau de la situation de l'Espagne avant et après la guerre civile, évoquait ce qu'il a subi lui-même pendant la guerre, et se démarquait de manière quelque peu ironique de l'attitude de la plupart des évêques espagnols vis-à-vis du chef de l'État espagnol :

"Toutes ces dernières années, on a qualifié Franco (...) d'homme providentiel, sur tous les tons et à tous moments. Je pourrais présenter à Votre Sainteté une

volumineuse anthologie de discours et de documents épiscopaux —pratiquement, de tous les évêques—, où l'on peut lire des éloges “hyperboliques” du Caudillo, lequel est en vérité subjectivement, et souvent aussi objectivement un bon fils de l'Église. Et la hiérarchie ecclésiastique, les ordres et les congrégations religieuses ont tiré grand profit —si vous me le permettez, je dirai même ont parfois profité— des bonnes dispositions du Généralissime à l'égard de l'Église.”

Mais il ajoute que “le réveil religieux, et le souvenir des tristes choses passées font oublier de penser de façon pratique à l'avenir, et que de fait en Espagne tout dépend de la vie d'un homme qui, de bonne foi, est lui aussi persuadé d'être providentiel (...) Actuellement, vu l'âge de Franco, la situation devient grave, si on ne prend pas les mesures qui peuvent conduire à une évolution, et le plus rapidement serait le mieux.” Escrivá dément ensuite formellement l'hypothèse d'un “Opus Dei politique” :

“Permettez-moi, Très Saint-Père, d'affirmer que les membres numéraires et surnuméraires de l'Opus Dei qui collaborent avec Franco au niveau gouvernemental le font librement, sous leur responsabilité personnelle : et non en tant que techniciens, mais en tant que politiques, de même que d'autres citoyens —sans nul doute plus nombreux qu'eux— qui collaborent à des postes de même niveau, et qui appartiennent à l'Action catholique, à l'Association Nationale des Propagandistes, etc. Pour autant que je sache, le seul qui ait demandé à la hiérarchie la permission de collaborer avec le gouvernement de Franco a été Martin Artajo, qui fut pendant treize ans ministre des Affaires étrangères (...). En revanche, quand le professeur Ullastres et le professeur López Rodó ont été nommés respectivement ministre du Commerce et Commissaire au Plan de développement économique et social, j'ai appris par la presse ces nominations, qui ont été librement acceptées par les intéressés.”

Le fondateur fait ensuite allusion aux difficultés qu'il a rencontrées pour faire attribuer une validité civile aux diplômes délivrés par l'Université de Navarre, à Pampelune, pourtant érigée en Université catholique en 1960 (ce qui aurait dû lui permettre d'obtenir cette validité au titre du concordat signé en 1953 entre l'Espagne et le Saint-Siège) :

“Face à la résistance farouche opposée par l'État espagnol pour tirer les conséquences légales (la reconnaissance civile) d'un acte solennel (l'érection de l'Université catholique), je me suis rendu en Espagne, et j'ai protesté, d'abord auprès de Franco, puis, l'un après l'autre, auprès de tous les ministres. Les deux seuls entretiens désagréables et tendus furent ceux que j'ai eus avec le ministre Solís, secrétaire de la Phalange et chef des syndicats, et, surtout, avec Castiella(27)”.

Il se réfère aussi à des conversations tenues récemment avec des évêques et des cardinaux espagnols, qui semblaient eux aussi accorder du crédit à une interprétation “politique” de l'institution qu'il avait fondée, et à qui il s'est “permis de dire que, si la révolution éclate, il sera difficile de l'arrêter ; par conséquent, pour citer la Sainte Écriture qu'ils ne pensent pas qu'il suffira d'une seule victime expiatoire (l'Opus Dei) : les victimes expiatoires, ce sera vous”. En effet on pourra réunir une belle collection d'éloges publics et démesurés que bien des évêques ont décernés au régime, ce qui ne saurait en revanche être dit de moi, même si j'admets que Franco est un bon chrétien”.

Revenant sur l'avenir de l'Espagne, Escrivá, qui se souvient sans doute des années 30, estime “qu'il serait opportun de préparer le plus vite possible une évolution du régime espagnol, de façon à éviter l'anarchie et le communisme qui chasseraient l'Église de l'Espagne”. Mais pour lui, la solution ne passe pas par la création d'un parti catholique (auquel on pensait sans doute au Vatican, par référence à la Démocratie chrétienne italienne), “parce qu'il pourrait (ce parti) commencer en servant l'Église et

finir par se servir de l'Église, qui ne serait alors plus en mesure de s'en débarrasser, devenue alors l'objet d'une espèce de chantage moral. Cette liberté des catholiques devrait donner lieu, me semble-t-il, à un sain pluralisme —mais non à un atomisation— dans les solutions temporelles. En même temps elle devrait mener à une solide unité en ce qui est essentiel pour l'Église, qui se situe au-delà des engagements de groupe ou de parti". On retrouve ici la ligne de conduite maintenue sans discontinuité par le fondateur : union sur la défense de l'Église, obéissance à son enseignement, et liberté totale des catholiques —et partant, des membres de l'Opus Dei— dans leurs choix politiques concrets.

Les relations personnelles avec Franco

Avec Franco, les relations personnelles connues du fondateur se résument à une retraite qu'il est invité à lui prêcher, ainsi qu'aux membres de sa famille, en mai 1946, sur le conseil de l'évêque de Madrid, et à deux audiences qu'il a sollicitées, alors qu'il résidait déjà à Rome : l'une en novembre 1953, pour défendre l'honneur (et non les positions politiques) de Rafael Calvo Serer, après que celui-ci ait été démis ses charges au Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique, suite à un article très critique sur le régime espagnol qu'il avait signé en octobre de la même année dans la revue française "Écrits de Paris"; l'autre, en 1960 (celle dont il parle à Paul VI), pour tenter de lever les obstacles qui s'opposent à la reconnaissance comme université catholique de plein droit du Studium generale qu'il avait fondé à Pampelune en 1952. Pour son biographe Andrés Vázquez de Prada, "les relations entre monseigneur Escrivá et Franco restèrent dans les limites assignées par le respect devant nécessairement exister entre le chef de l'État et un prêtre, qui se classait parmi les ressortissants du pays en exil volontaire(28)."

Les relations avec les pouvoirs établis dans d'autres pays

Dans les pays qu'il visitera, Escrivá observera la même distance respectueuse dans ses rapports formels et

épisodiques avec les pouvoirs civils. Les réunions qu'il a tenues à la fin de sa vie avec des milliers de personnes, en Amérique latine, en 1974 et en 1975 ne pouvaient guère passer inaperçues des autorités et appelaient des gestes de courtoisie de sa part.

Lors de son passage au Chili, en juin 1974, il ne fait aucun commentaire politique sur le coup d'état de septembre 1973, qui a amené au pouvoir une junte militaire présidée par le général Augusto Pinochet. Il parle une fois seulement du droit des catholiques à se défendre, dans une de ses rencontres avec un bon groupe de personnes venues l'entendre parler de Dieu, "et de Dieu seulement". Dans une courte lettre protocolaire à l'ensemble de la Junte, il précise que son voyage sacerdotal sur la terre américaine n'a d'autre but que d'accroître chez ses interlocuteurs "le désir de rencontrer Dieu, d'être de meilleurs chrétiens et, par conséquent, de meilleurs citoyens de leurs pays". Il élude ensuite poliment une invitation qui lui a été faite à rencontrer les membres de la Junte : "Alors que je reçois l'invitation de Vos Excellences, je suis affecté d'un accès de grippe, qui m'interdit toute activité. Je désire, de toute façon, vous faire savoir combien je prie, j'ai prié et j'ai fait prier pour cette grande nation, particulièrement quand elle s'est vue menacée par le fléau de l'hérésie marxiste —je parle en tant que prêtre, la seule règle de conduite de toute ma vie—; et je puis assurer Vos Excellences que je continuerai à prier Dieu Notre Seigneur, par l'intercession de sa très sainte Mère, pour qu'il protège et conduise toujours les autorités et le peuple chilien vers un plus grand bien-être spirituel et social(29)."

Même ton et mêmes précautions dans ses réponses au Président de l'Équateur, le général Guillermo Rodríguez Lara, pendant son séjour à Quito, le 13 août 1974, et au Président du Guatemala, quelques mois plus tard(30).

Finalement, son attitude vis-à-vis des autorités civiles des différents pays où il se trouve a toujours été

celle d'un prêtre, qui a des responsabilités à la tête d'une institution importante de l'Église et qui, à ce titre, est tenu à un minimum de courtoisie vis-à-vis du pouvoir établi. Ainsi procèdent les autorités ecclésiastiques dans leurs rapports avec les régimes en place.

Quant aux laïcs qui font partie de l'Opus Dei, ils jouissent d'une totale liberté d'option, qu'il a à cœur de respecter pleinement, tant il a le cléricalisme en horreur.

Lucide, constatant en 1966 que ses deux fils qui étaient ministres en Espagne ne parvenaient pas à convaincre l'opinion qu'ils agissaient sous leur seule responsabilité, sans rendre compte à d'autres qu'à ceux qui les avaient nommés, et que ceci affectait gravement l'image de l'Opus Dei, le fondateur confiait qu'il se serait épargné bien des tracas s'il avait enjoint à ceux-ci d'abandonner leurs postes, ce qu'il ne pouvait évidemment pas faire, s'il voulait être cohérent avec sa constante ligne de conduite(31).

François Gondrand*

* Auteur de *Au pas de Dieu. Josémaría Escrivá, fondateur de l'Opus Dei* (France-Empire, Paris), coordinateur de la traduction de la biographie en trois volumes de Andrés Vázquez de Prada, *Le fondateur de l'Opus Dei* (Le Laurier-Wilson et Lafleur, Paris 2001, 2003 et 2005).

(article publié dans «Églises et pouvoirs », XVe université d'été du Carrefour d'histoire religieuse, Le Cahiers du Littoral – 2 – N°5)

NOTES

1 F. Gondrand, *Au pas de Dieu, Josémaría Escrivá, fondateur de l'Opus Dei*, Paris 1991, p. 105.

2 Ibid., p. 85.

3 Cf. A. Vázquez de Prada, *Le Fondateur de l'Opus Dei*, vol. 1, Paris 2002, p. 299.

4 Voir le *Decretum laudis* de la Société sacerdotale de la Sainte Croix et Opus Dei en tant qu'institut séculier de droit pontifical, du 24 février 1947, cité in A. Fuenmayor, V. Gómez Iglesias, J.L. Illanes, *L'itinéraire juridique de l'Opus Dei*, Desclée, Paris 1992, p. 667-668 ; et le Décret *Primum inter*, du 16 juin 1950, cité in *ibid.*, p. 680-681.

5 Voir les statuts de la Prélature de la Sainte Croix et Opus Dei (Codex iuris particularis Operis Dei), cités in *ibid.*, p. 782. Voir aussi la Déclaration Prælaturæ personales, du cardinal Sebastiano Baggio, Préfet de la Congrégation des évêques (23 août 1982), qui accompagne la sanction des statuts, citée in *ibid.* p. 759.

6 Voir par exemple les déclarations de Laureano López Rodó du 23 février 1971 à "ABC", (repris par "Le Monde") et du 19 septembre 1976 à l'AFP; de Gregorio López Bravo à "ABC", du 2 février 1971; les différents communiqués du Bureau d'information de l'Opus Dei à Madrid à partir de 1957; et "La Croix" du 13 mai 1966.

7 Cf. "The Guardian", Londres, 28 janvier 2005; "La Repubblica", 10 février 2006.

8 P. Claudel, *Œuvres poétiques*, Gallimard, La Pléiade, Paris, p 567.

9. Voir M. Sevegrand, *Temps présent. Une aventure chrétienne*, vol. 1, L'hebdomadaire, 1937-1947, Paris, 2006.

10 Cf. J. Herranz, "La evolución de los Institutos seculares", "Ius canonicum", vol. 4, fasc. 2, Pampelune 1964, p. 326, 328, 329; et Fuenmayor, *op. cit.*, p. 333.

11 Cf. A. del Portillo, *Entretien sur le fondateur de l'Opus Dei*, Paris 1992, p. 36 ; J. Coverdale, *La Fundación del Opus Dei*, Ariel, Barcelone 2002, p. 317-318, et le témoignage de mgr José López Ortiz, in *Un homme de Dieu*, Le Laurier, Paris, 1992, p. 49-50.

12 Voir à ce sujet F. Gondrand, "Le fondateur de l'Opus Dei dans la guerre d'Espagne", in "Nouvelle Revue Théologique", tome 127/n° 1, janvier-mars 2005, p. 47 ss.

13 Cf. "L'Osservatore Romano", 15 août 1936.

14 Cf. A. Vázquez de Prada, vol. 2, p. 89.

15 Cf. A. Vázquez de Prada, vol. 2, p. 156, 157.

16 14 Lettre du 31 mai 1943, n. 45, in Vázquez de Prada, vol. 2, 2003, p. 148.

17 *Ibid.*, p. 300.

18 *Ibid.* p. 360.

19 In Vázquez de Prada, *ibid.*, p. 361-362. Escrivá évoque ici la situation du régime républicain dans la toute dernière partie de la

guerre, où les communistes ont pratiquement éliminé les libéraux et les anarchistes (cf. B. Bennassar, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*, Perrin, Paris 2005, p. 242 ss., et A. Beevor, *La guerre d'Espagne*, Calmann-Lévy, Paris 2006, p. 355 ss.)

20 Cf. A. del Portillo, *Entretien sur le fondateur de l'Opus Dei*, Le Laurier, Paris 1992, p. 31.

21 Cf. "Acta Apostolicæ Sedis", vol. 31 (1939), p. 151-154.

22 Voir lettre à Florencio Sánchez Bella, in EF-661019-3, citée par Vázquez de Prada, vol. 3, p. 540.

23 Voir *Entretiens avec mgr Escrivá*, Le Laurier, Paris 1987, n° 33, 35, 38, 50, 67, 76, 77, 79, 98, passim.

24 Lettre, in EF-661028-1, citée in Vázquez de Prada, vol. 3, p. 553.

25 Voir A. del Portillo, op. cit. p. 35.

26 Voir des extraits de cette lettre dans "Famiglia cristiana" n. 8/1992, p. 56, 57.

27 Cf. del Portillo, p. 37, 38, p. 257-258, et Vázquez de Prada., vol. 3, p. 387. En tant que ministre des Affaires Étrangères, Fernando María Castiella assurait l'interface du gouvernement avec le Saint-Siège.

28 Vázquez de Prada, vol. 3, p. 548.

29 Lettre, de Santiago du Chili, in EF-740703-1.

30 Lettres à Guillermo Rodríguez Lara, qualifié par l'encyclopédie QUID (Paris, 2000, p. 1035) de "nationaliste de gauche antiaméricain", de Quito, in EF-740813-1, et à Kjell Eugenio Laugerud García, de Ciudad de Guatemala, in EF-750217-1.

31 Témoignage de César Ortiz Echagüe Rubio, Sum. 6845, cité par Vázquez de Prada, vol 3, p. 535.

ANNEXE

Ministres de Franco appartenant à l'Opus Dei

Source: Edouard de Blaye, *Franco ou la monarchie sans roi*, Stock 1974, p. 194 ss

Laureano López Rodó, *Memorias*, vol. 4, p. 115

25 février 1957:

Mariano Navarro Rubio, Finances

Alberto Ullastres, Commerce

10 juillet 1962:
Mariano Navarro Rubio, Finances
Alberto Ullastres, Commerce
Gregorio López Bravo, Industrie

7 juillet 1965:
Juan José Espinosa, Finances
Faustino García Moncó, Commerce
Gregorio López Bravo, Industrie
Laureano López Rodó, Plan Développement

29 octobre 1969:
Gregorio López Bravo, Affaires étrangères
Vicente Mortes, Logement
Laureano López Rodó, Plan de Développement

12 juin 1973:
Laureano López Rodó, Affaires étrangères

5 mars 1975:
Fernando Herrero Tejedor, Mouvement